

394809-2026 - Wettbewerb

Frankreich – Technische Beratung und Konstruktionsberatung – Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer
OJ S 109/2026 09/06/2026
Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung
Dienstleistungen

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: RTE Réseau de Transport d'Electricité

E-Mail: aminata.duprat@rte-france.com

Rechtsform des Erwerbers: Öffentliches Unternehmen

Tätigkeit des Auftraggebers: Mit Strom zusammenhängende Tätigkeiten

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer

Beschreibung: Dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un calendrier indiquant, pour les prochaines années, la localisation et la puissance maximale des projets de parcs éoliens en mer, posés ou flottants, à mettre en concurrence. Pour chaque Appel d'offres, des études sont réalisées par RTE sur la zone d'implantation du poste en mer, propriété de RTE à partir de l'AO3 Dunkerque. Afin de garantir un taux de disponibilité de ses Postes en Mer (PEM), RTE a inscrit dans sa stratégie Opération & Maintenance l'utilisation d'hélicoptères en complément des moyens nautiques. Ce moyen aérien permet des déplacements plus rapides tout en s'affranchissant de conditions de mer difficiles. Les opérations aériennes et les infrastructures dédiées sont soumises à des réglementations et recommandations dont la compréhension et la volumétrie nécessitant une expertise dans ce domaine. RTE souhaite par conséquent confier des prestations de consultance technique et réglementaire à une entreprise maîtrisant ce domaine et capable de s'interfacer avec des autorités françaises telles que la DGAC, la DIRCAM, les PREMAR, etc.

Kennung des Verfahrens: 9f34d85d-118e-4168-af87-e37bc4395698

Interne Kennung: 25196

Verfahrensart: Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung eines Aufrufs zum Wettbewerb/Verhandlungsverfahren

Das Verfahren wird beschleunigt: nein

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 71310000 Technische Beratung und Konstruktionsberatung

2.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Land: Frankreich

2.1.4. Allgemeine Informationen

Zusätzliche Informationen: un opérateur économique ne peut pas candidater en tant que candidature individuelle ET en tant qu'un membre de groupement

Rechtsgrundlage:

Richtlinie 2014/25/EU

2.1.6. Ausschlussgründe

Quellen der Ausschlussgründe: Bekanntmachung

Verstoß gegen die in den rein innerstaatlichen Ausschlussgründen verankerten

Verpflichtungen: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'est concerné par aucun des cas d'exclusions des procédures de passation de marchés publics, mentionnés aux articles L. 21411 à L. 21415 et L. 21417 à L. 214111 du code de la commande publique. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire sans justification de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou sans bénéfice d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le candidat doit être en règle au regard des articles L. 52121 à L. 521211 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R. 21438 du Code de la commande publique et R. 126312 du Code du travail). 4) Le candidat ne doit pas être concerné par l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 4)ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

5. Los

5.1. Los: LOT-0001

Titel: Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer

Beschreibung: Dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un calendrier indiquant, pour les prochaines années, la localisation et la puissance maximale des projets de parcs éoliens en mer, posés ou flottants, à mettre en concurrence. Pour chaque Appel d'offres, des études sont réalisées par RTE sur la zone d'implantation du poste en mer, propriété de RTE à partir de l'AO3 Dunkerque. Afin de garantir un taux de disponibilité de ses Postes en Mer (PEM), RTE a inscrit dans sa stratégie Opération & Maintenance l'utilisation d'hélicoptères en complément des moyens nautiques. Ce moyen aérien permet des déplacements plus rapides tout en s'affranchissant de conditions de mer difficiles. Les opérations aériennes et les infrastructures dédiées sont soumises à des réglementations et recommandations dont la compréhension et

la volumétrie nécessitant une expertise dans ce domaine. RTE souhaite par conséquent confier des prestations de consultance technique et réglementaire à une entreprise maîtrisant ce domaine et capable de s'interfacer avec des autorités françaises telles que la DGAC, la DIRCAM, les PREMAR, etc.

Interne Kennung: 25196

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 73000000 Forschungs- und Entwicklungsdienste und zugehörige Beratung

Optionen:

Beschreibung der Optionen: option de durée

5.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Land: Frankreich

5.1.3. Geschätzte Dauer

Laufzeit: 2 Jahre

5.1.4. Verlängerung

Maximale Verlängerungen: 4

5.1.6. Allgemeine Informationen

Es handelt sich um die Vergabe wiederkehrender Aufträge

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Die Namen und beruflichen Qualifikationen des zur Auftragsausführung eingesetzten Personals sind anzugeben: Erforderlich für das Angebot

Die Beschaffung fällt unter das Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen: ja

Diese Auftragsvergabe ist auch für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) geeignet: ja

Zusätzliche Informationen: validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Auswahlkriterien: Bekanntmachung

Kriterium: Andere wirtschaftliche oder finanzielle Anforderungen

Beschreibung des Auswahlkriteriums: 1. Critères aptitudes économiques : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions) ; b) les bilans ou extraits de bilan des 3 dernières années dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ; c) l'état de son chiffre d'affaires global sur les trois dernières années (France et monde) ; d) l'état de son chiffre d'affaires avec RTE ; e) les déclarations appropriées de banques ou, preuve d'une assurance des risques professionnels couverts pour le domaine d'achat ; f) la liste des éventuelles opérations de rachats, de fusions de sociétés et ou de redressement judiciaire sur les 3 dernières années. NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par RTE. ==> Un chiffre d'affaires annuel minimal de 200 k€ est exigé. 2. Critères aptitudes administratives : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj>

[/formulairedeclarationducandidat](#) ; b) Pour les candidats établis : a. en France: la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. b. hors de France : i. un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. ii. Un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. iii. Une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.21438 du Code de la commande publique et R.126312 du Code du travail). 3. Critères aptitudes techniques : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) Une liste de références significatives sur des missions similaires (volume financier, durée, objet, typologie d'entreprises clientes) accompagnée de certificats de bonne exécution ou recommandations clients le cas échéant ; b) Présenter les moyens humains ainsi que leurs dossiers de compétences ; c) Présenter les moyens techniques, géographiques et matériels mis à disposition ; d) Présenter la démarche RSE de l'entreprise e) Justifications des éléments demandés dans le questionnaire ci-après : Pré Qualification Questionnaire (PQQ) Il est prévu une aptitude technique portant sur les éléments ci-dessous. RTE se réserve le droit d'éliminer (PASS/FAIL) un candidat si il ne valide pas l'ensemble des critères ci-dessous: *Connaissances Règlementaires et Techniques **Aéronautique à l'international - Connaissance de la réglementation internationale et européenne liée aux infrastructures et opérations aériennes. **Réglementation française - Excellente connaissance de la réglementation française liée aux infrastructures et opérations aériennes. **Expertise Terrain - Expertise d'opérations d'hélicoptère en milieu maritime, notamment sur des champs éoliens offshore. *Communication & Relations **Autorités - Connaissance des instances françaises ayant pouvoir d'autorité, de décision et de législation (DGAC, PREMAR, CROSS etc.). Capacité à s'interfacer avec elles. **Français -Capacité à échanger dans un niveau parfait de Français, notamment avec les services de l'état français. Proposer à minima 2 personnes avec expertise aéronautique et un niveau parfait en français pouvant assister aux réunions en français avec les services de l'état. **Anglais -Capacité à rédiger les livrables et à communiquer en anglais. **Gestion de Projet *Réalisation d'études - Expertise dans la réalisation d'études et prescriptions liées aux opérations et infrastructures aériennes en milieu offshore, notamment concernant des parcs éoliens en mer. Par exemple : étude de corridor d'accès au poste en mer, étude d'un profil de vol pour une opération d'élingage de charge, prescriptions pour un achat d'une prestation d'opérateur aérien. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Les critères d'aptitudes seront appliqués sur la base des critères ci-après pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : Complétude, transmission, et régularité des éléments attendus dans les sections : administrative et économique ainsi que la complétude et transmission des éléments techniques attendus dans le questionnaire Pré Qualification Questionnaire (PQQ). Le nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure est de cinq (5).

Anhand der Kriterien werden die Bewerber ausgewählt, die zur zweiten Phase des Verfahrens eingeladen werden sollen

Rangfolge: 1,00

Informationen über die zweite Phase eines zweiphasigen Verfahrens:

Höchstzahl der zur zweiten Phase des Verfahrens einzuladenden Bewerber: 5
Das Verfahren wird in mehreren aufeinanderfolgenden Phasen durchgeführt. In jeder Phase können einige Teilnehmer ausgeschlossen werden

5.1.11. Auftragsunterlagen

Internetadresse der Auftragsunterlagen: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Adresse für die Einreichung: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Elektronischer Katalog: Zulässig

Varianten: Nicht zulässig

Die Bieter können mehrere Angebote einreichen: Nicht zulässig

Beschreibung der finanziellen Sicherheit: Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation

Frist für den Eingang der Teilnahmeanträge: 30/06/2026 11:00:00 (UTC+02:00)

Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Bedingungen für die Ausführung des Auftrags: sans objet

Es ist eine Geheimhaltungsvereinbarung erforderlich: ja

Zusätzliche Angaben zur Geheimhaltungsvereinbarung: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

Elektronische Rechnungsstellung: Zulässig

Finanzielle Vereinbarung: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture

5.1.15. Techniken

Rahmenvereinbarung:

Rahmenvereinbarung ohne erneuten Aufruf zum Wettbewerb

Informationen über das dynamische Beschaffungssystem:

Kein dynamisches Beschaffungssystem

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Überprüfungsstelle: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informationen über die Überprüfungsfristen: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt: RTE
Réseau de Transport d'Electricité

8. Organisationen

8.1. ORG-0001

Offizielle Bezeichnung: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Registrierungsnummer: 44461925802482

Postanschrift: 7C Place du Dôme

Stadt: Puteaux

Postleitzahl: 92073

Land, Gliederung (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Land: Frankreich

Kontaktperson: Aminata Duprat

E-Mail: aminata.duprat@rte-france.com

Telefon: 0684321664

Profil des Erwerbers: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com/fr/login.html>

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Registrierungsnummer: 17780111500151

Abteilung: Instance chargée des procédures de recours

Postanschrift: 179-191 avenue Joliot-Curie

Stadt: Nanterre

Postleitzahl: 92020

Land, Gliederung (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Land: Frankreich

Kontaktperson: Instance chargée des procédures de recours

E-Mail: accueil.tj-nanterre@justice.fr

Telefon: 01 40 97 10 10

Internetadresse: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre

Rollen dieser Organisation:

Überprüfungsstelle

8.1. ORG-0000

Offizielle Bezeichnung: Publications Office of the European Union

Registrierungsnummer: PUBL

Stadt: Luxembourg

Postleitzahl: 2417

Land, Gliederung (NUTS): Luxembourg (LU000)

Land: Luxemburg

E-Mail: ted@publications.europa.eu

Telefon: +352 29291

Internetadresse: <https://op.europa.eu>

Rollen dieser Organisation:

TED eSender

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: 8aeaff04-9658-4a96-9323-4f3664f4fee9 - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung

Unterart der Bekanntmachung: 17

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 05/06/2026 15:32:58 (UTC+00:00)

Westeuropäische Zeit, GMT

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 394809-2026

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 109/2026

Datum der Veröffentlichung: 09/06/2026